



**La régression sociale ne se négocie pas,
ELLE SE COMBAT !**

Aussi, ce **jeudi 29 septembre 2022**, la CGT, la FSU et Solidaires appellent les salarié-e-s du public et du privé dans leur ensemble, qu'ils soient employés, cadres, intermittents, précaires, chômeurs ou retraités ainsi que les étudiant-e-s, à se mobiliser pour faire cesser la pression intenable que nous subissons, et ainsi s'organiser en tant que force progressiste pour revendiquer une hausse massive des salaires avec **15 euros de l'heure minimum** pour un **SMIC à 2000 euros brut**, la **semaine de 32 h** et un **départ à la retraite à taux plein dès 60 ans**. Nous revendiquons également la création d'une **Sécurité Sociale Professionnelle** et d'un **Nouveau Statut du Travail Salarié** pour éradiquer la peur du lendemain et permettre à chacune et chacun de vivre dignement d'un salaire, de la majorité jusqu'à la fin de la vie, sans subordination au marché du travail et donc libéré-e-s du chantage à l'emploi mais aussi du chantage à la dette qui permet au capital de prendre littéralement en otage les collectivités, nos services publics, les étudiant-e-s et le monde du travail dans son ensemble.

**JEUDI
29
SEPTEMBRE
2022**

**Rassemblement
Manifestation
14 H
Préfecture
ANNECY**

**Pour les salaires et la
justice sociale et
écologique, luttons !**



EN GRÈVE !

le jeudi 29 septembre

Parce qu'ensemble nous sommes plus fort-e-s...

*Parce qu'une bataille ne peut être gagnée
que si on la mène...*

Toutes et tous en grève et dans la rue

le jeudi 29 septembre

Rendez-vous devant la préfecture

Annecy - 14h



La régression sociale ne se négocie pas, ELLE SE COMBAT !

Augmenter les salaires, pas l'âge de départ à la retraite !



Dans tous les secteurs les salaires stagnent, quand ils ne reculent pas face à l'inflation, et les conditions de travail se détériorent considérablement. Les employeurs en demandent toujours plus aux salarié-e-s, tout en réduisant les moyens pour accomplir leur travail.

Alors que la fatigue et le ras-le-bol s'étendent sur nos lieux de travail, le gouvernement entend remettre à l'ordre du jour la réforme des retraites, une nouvelle réforme de l'assurance chômage et du RSA, mais refuse de prendre des mesures générales pour garantir des

hausse de salaire pour toutes les catégories de travailleurs-ses, notamment **en augmentant le SMIC et en rétablissant l'échelle mobile des salaires**, ce qui permettrait de répercuter l'augmentation du SMIC sur l'ensemble des salaires, toutes Conventions Collectives confondues.

Nous demandons par ailleurs que les 200 milliards d'euros d'aides publiques soient conditionnés aux entreprises qui concluent des accords de hausse de salaire, tout en sanctionnant celles qui ne respectent pas l'égalité salariale hommes/femmes (égalité pourtant inscrite dans la législation).

Dans la Fonction Publique, nous exigeons une augmentation de l'ensemble des rémunérations de 10% au moins, tout de suite, pour préserver les conditions de

vie de toutes et tous. De même pour les retraité-e-s, les 4% de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation galopante, la situation des retraité-e-s continue donc de se dégrader et c'est inacceptable !

Nous exigeons également le retour à un **droit à la retraite à 60 ans à taux plein** (75 % du dernier salaire brut). Pour la financer, il faut instaurer et contrôler l'égalité salariale entre les femmes et les hommes dans toutes les entreprises, mais aussi **augmenter les cotisations patronales**, en commençant par mettre fin aux exonérations de cotisations qui plombent le budget de notre Sécurité Sociale de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Seul-e-s nous sommes enfermé-e-s, isolé-e-s, réduit-e-s à une seule solution : "se soumettre ou se démettre".



Mais collectivement nous pouvons changer la donne, en utilisant nos savoirs et nos savoir-faire, en agissant à partir des informations et leviers stratégiques auxquels nous avons accès, en s'appuyant sur nos revendications construites à partir de nos réalités professionnelles et sociales.